



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 30 juin -06 juillet 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. Centres d'Intérêts

1.1 Economie.....2

- 45 millions de KMF pour la recherche halieutique
- La Banque mondiale approuve un prêt de 15 millions de dollars pour aider les Seychelles à contrer les effets économiques du COVID

1.2 Biodiversité.....6

- Crime contre l'environnement- les mangroves ravagées sur une île entière

1.3 Environnement.....8

- Destruction de forêt primaire -sept hectares ravagés et quatre piliers écroulés

45 millions KMF pour la recherche halieutiques

🕒 01/07/2020



[Kamal Gamal](#)



C'était le 27 juin dernier que la direction générale de la pêche a octroyé à l'institut national de recherches pour l'agriculture, la pêche et l'Environnement (INRAPE) un lot de matériels de laboratoire et des recherches halieutiques dont la valeur est estimée à plus de 45 millions de nos francs. Cet appui a pour but de favoriser les études des produits halieutiques pour un avenir meilleur.

Les Comores se veulent être parmi les pays développés grâce au secteur de la pêche. C'est pour cette idée que la direction des ressources halieutiques a remis un lot de matériels à l'INRAPE pour favoriser les études dans le secteur. « Le matériel que nous venons de recevoir à travers le projet Swiofish a beaucoup plus de valeur. Ce type de matériel nous permettra d'établir des analyses écosystémiques de notre milieu aquatique. Notre vision sur cette démarche est de développer la pêche grâce au vente des poissons calmars », explique Hamza Abdou Azali, patron de l'INRAPE.

Pour harmoniser le commerce des calmars que le pays rêve d'adopter, plusieurs études doivent être rassurantes. C'est dans ce cadre que le PCR attribué au ministère de l'environnement jouera un rôle important pour le développement du secteur. « Il ne s'agit pas d'un PCR de coronavirus. C'est un appareil qui nous permettra de connaître la quantité des calmars existants sur nos eaux pour pouvoir en déduire la quantité à vendre. Il nous servira également à connaître l'évolution de ces produits de mer en termes de croissance et de reproduction », poursuit-il.

Mis à part le PCR, l'INRAPE a reçu des produits de laboratoire à savoir Micro tube naturel SSI 1.5ml, Play glacière textile bleue 10l, OHAU balance Ohaus scout, XYLE multi paramètres 3630 IDS, Trousse dissection 12 outils et Tito potassium chlorure 3m 250ml pour ne citer que ceux-là. Le directeur général de ressources halieutiques, Chamouine Soidri déclare que cette donation est le fruit d'un partenariat actif avec l'INRAPE.

Kamal Gamal

La Banque mondiale approuve un prêt de 15 millions de dollars pour aider les Seychelles à contrer les effets économiques du COVID

By: Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



Le prêt contribuera également à compenser les pertes de revenus des opérateurs du secteur privé durement touchés, ainsi qu'à alléger temporairement le fardeau fiscal des entreprises. (Archives: Gerard Larose, Seychelles Tourism Board)

(Seychelles News Agency) - La **Banque mondiale** a approuvé un prêt de 15 millions de dollars de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement afin de soutenir la réponse des Seychelles aux retombées économiques et sociales de la pandémie de COVID-19.

La **Banque mondiale** a déclaré cette semaine que le prêt contribuerait à renforcer les mécanismes de réponse du pays dans les domaines de la santé, de la protection sociale et du secteur privé, et soutiendrait la reprise du pays après la crise grâce à des systèmes financiers renforcés et à la résilience climatique.

"Ce financement contribuera à terme à protéger les plus vulnérables et à renforcer la résilience économique face aux chocs futurs", a noté Mark Lundell, directeur de pays pour les Seychelles, un groupe de 115 îles de l'ouest de l'océan Indien.

Jeudi dernier, en réponse à des questions lors d'une conférence de presse en direct, le président des Seychelles, Danny Faure, a averti que la pandémie avait mis le pays en crise et que si la situation continuait, la nation insulaire sera confrontée à des temps plus difficiles.

Elizabeth Agathine, la secrétaire principale à la planification économique du ministère des Finances a déclaré à la SNA par e-mail que l'aide "assistera le pays à stabiliser sa situation macroéconomique. Les fonds iront au financement du budget modifié qui a été approuvé plus tôt en avril".

Un économiste de la **Banque mondiale** et chef de l'équipe de la co-task operation, Sashana Whyte, a déclaré que "la protection des emplois en ces temps incertains est en effet primordiale étant donné les effets dévastateurs

de cette pandémie mondiale sur l'économie des Seychelles, en particulier sur les secteurs du tourisme et de la pêche".

Déjà 91 entreprises ont déposé une demande de licenciement car elles ne peuvent pas poursuivre leurs activités, à cause de cela, près de 190 seychellois pourraient perdre leur emploi.

Le prêt contribuera également à compenser les pertes de revenus des opérateurs du secteur privé durement touchés en contribuant à garantir le paiement des salaires, ainsi qu'à alléger temporairement la pression fiscale pour les entreprises, améliorant ainsi leur liquidité et préservant leur viabilité pendant la pandémie.

Grâce à ce prêt, la **Banque mondiale** apportera également un soutien à la politique des Seychelles sur le changement climatique, qui vise à renforcer la résilience à long terme de secteurs clés tels que le tourisme et à protéger le développement économique dans la zone côtière vulnérable.

Plus tôt cette année, la **Banque mondiale** a accordé aux Seychelles une ligne de crédit de 6,9 millions de dollars qui a été transférée dans les réserves internationales du pays.

Le Groupe de la **Banque mondiale**, l'une des principales sources de financement et de connaissances pour les pays en développement, prend des mesures larges et rapides pour aider les pays en développement à renforcer leur riposte à la pandémie.

Crime contre l'environnement – Les mangroves ravagées sur une île entière

🕒 1 juillet 2020 👤 Seth Andriamarohasina 👁 1 519 Vues 📖 3 minute(s) pour lire



Des pillards se sont abattus sur l'île Nosin'i Tiana à Ambilobe. Des mangroves restaurées pendant des années par la collectivité locale ont été transformées en charbon en un clin d'œil.

Un acte inconscient qui fait froid dans le dos. Un constat alarmant a saisi la collectivité locale ainsi que l'équipe du cantonnement du ministère de l'Environnement et du Développement durable du district d'Ambilobe. Dimanche, lors d'une descente effectuée sur l'île, Nosin'i Tiana, la délégation venue sur place était pétrifiée lorsqu'elle découvrit l'étendue des dégâts. Cette île aux mangroves a perdu 75% de sa végétation. L'îlot théâtre de cette destruction massive de flore s'étend sur une vingtaine d'hectares. Grâce aux efforts de la population riveraine conjugués au concours des organisations de la société civile œuvrant dans la protection et la défense de l'Environnement, la mangrove avait été entièrement restaurée à Nosin'i Tiana sur la quasi-totalité de sa superficie il y a quelques années.

La flore exceptionnelle qui a repris vie abrite une faune unique, notamment les très appréciés crevettes et crabes des mangroves qui font le renom d'Ambilobe. Alors que la nature avait commencé à reprendre ses droits, des exploitants illicites de charbon de bois se sont attaqués à la frêle végétation, mettant ainsi à mal le fragile écosystème de l'île. D'après les informations communiquées, les pillards ont littéralement rasé toute la mangrove sur environ quinze hectares.

Guetteurs

Les jeunes troncs commençaient à peine à se développer lorsqu'ils ont fait l'objet de coupes sauvages pour être placés dans les meules qui pullulent en masse sur les lieux pour être transformées en charbon. Les investigations effectuées révèlent que les auteurs de ce crime contre l'environnement écoulent leur butin à Nosy be.

Nosin'i Tiana est située à une trentaine de kilomètres à l'extrême Ouest du district d'Ambilobe. Située bien à l'écart de l'agglomération, elle est exposée aux pillages.

A l'arrivée des autorités, les malfaiteurs avaient déjà déserté l'île. Collaborant avec des guetteurs, ils ont réussi à flairer la tenue de l'opération. Les exploitants illicites avaient déjà réussi à se débarrasser de tout leur butin lorsque la collectivité locale ainsi que les fonctionnaires de l'Environnement ont débarqué. Néanmoins, ils ont réussi à attraper un suspect, lequel a été soumis à un interrogatoire afin de remonter jusqu'aux autres individus opérant dans la filière.

Faute de personnel pour surveiller la flore sur cette aire protégée, les autorités ainsi que la collectivité locale ont sollicité la collaboration d'un riverain qui entretient pour son compte une cocoteraie sur l'île.

Destruction de forêt primaire – Sept hectares ravagés et quatre pillards écroulés

🕒 2 juillet 2020 👤 Seth Andriamarohasina 👁 816 Vues 📖 2 minute(s) pour lire



Les dégâts causés par les pillards sont

La gendarmerie et le cantonnement de l'Environnement de Fandriana ont porté au grand jour une destruction massive d'aire protégée. Quatre personnes sont placées sous les verrous.

Du fil à retordre. La traque de pilleurs de réserves naturelles bat son plein dans le district de Fandriana. Quatre individus ont été pris sur le fait et ont été placés en détention préventive au terme de leur passage au parquet près le tribunal de première instance d'Ambositra avant hier. Pensant pouvoir tromper la vigilance des autorités dont les efforts sont concentrés dans la lutte contre la pandémie du coronavirus et dernièrement dans la célébration de la fête nationale, des exploitants forestiers illicites se sont abattus sur sept hectares de forêt primaire dans le district. Alors que les malfaiteurs pensaient pouvoir tirer parti de la situation, le chef du cantonnement de l'Environnement et du développement durable auprès du district de Fandriana a pris en défaut les malfaiteurs en effectuant une descente dans les zones sensibles.

Personnes recherchées

Alors que les pillards pensaient pouvoir s'adonner à leurs activités sans être inquiétés pendant la célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance, le chef du cantonnement s'est dépêché sur les lieux accompagné de quelques éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de la ville de Fandriana. Une petite partie de la population riveraine se trouve derrière ces exploitations forestières illégales fraîchement mises à nues. En plein jour, les forces de gendarmerie ainsi que l'équipe du cantonnement ont débarqué . En les apercevant au loin, la horde d'individus qui effectuaient des coupes sauvages dans l'aire protégée ont quitté les lieux. Cernés, quatre individus se sont fait cueillir. Conduits au siège de la brigade de gendarmerie de Fandriana où les enquêtes préliminaires ont été effectuées, les quatre suspects ont été présentés devant le tribunal après avoir passé le week-end en garde à vie.

L'ampleur des ravages causés par les exploitants illicites est effrayante. Sur les sept hectares de forêt de primaires, des arbres centenaires ont été abattus et de grandes surfaces boisées défrichées et brûlées. La réserve naturelle détruite est sous la gestion de la collectivité locale. Faute de moyens suffisants, celle-ci semble néanmoins avoir des difficultés à assurer l'effectivité de sa préservation.

Gestion des déchets : Trois centres de traitement mis en place cette année



La ministre de l'Environnement et du développement durable, Baomiavotse Vahinala Raharinirina, promeut l'économie verte. (Baomiavotse)

La promotion de l'économie verte constitue l'un des axes stratégiques inscrits dans la vision du ministère de l'Environnement et du développement durable. Raison pour laquelle ce département ministériel prévoit de mettre en place, cette année, trois centres de triage et de traitement des déchets dans trois grandes villes de Madagascar, à savoir Antsiranana, Toamasina et Antananarivo. « Des fonds publics d'une valeur de 2,5 milliards de nos francs sont ainsi alloués pour la construction de chaque centre de traitement des déchets. Pour celui de Toamasina, les travaux sont réalisés à environ 70%. Le centre est prévu être inauguré vers le mois de septembre de cette année. Pour celui d'Antsiranana, les travaux avancent à à peu près 30% tandis que le projet de construction du centre de traitement des déchets pour Antananarivo, plus précisément à la décharge d'Andralanitra, sera bientôt mis en œuvre », a déclaré la ministre de l'Environnement et du développement durable, Baomiavotse Vahinala Raharinirina, en marge de sa rencontre avec l'Association des journalistes de l'environnement (AJE) hier dans les locaux de son département à Antsahavola.

Centre d'enfouissement. En fait, « ce projet d'investissements publics contribue à la promotion de l'économie verte, qui constitue l'une des stratégies inscrites dans la vision de mon département. L'objectif vise à transformer les déchets en opportunités économiques. Ainsi, cela permettra non seulement de créer des emplois locaux mais aussi de réduire les déchets qui polluent les villes. A Toliara, le système de traitement des déchets sur place sert actuellement de modèle. Il en est de même pour Mahajanga. A titre d'illustration, la commune urbaine de Mahajanga travaille en étroite collaboration avec Mada Compost pour créer des chaînes de valeur à partir de la valorisation des déchets organiques. En tout, nous allons concrétiser la vision du Président de la République, d'installer un centre de traitement des déchets dans chaque district tout en générant des emplois pour les jeunes », a-t-elle poursuivi. Néanmoins, la ministre de tutelle a soulevé qu'il s'avère

également important de mettre en place en simultané un centre d'enfouissement à l'instar de celui qui est crée par l'entreprise sociale et solidaire en partenariat avec la société Karenjy   Fianarantsoa. En effet, « *il y a des déchets que l'on ne peut plus transformer, notamment en engrais ou en charbon économique. Ce produit fini qui est indispensable à la vie quotidienne des ménages contribue à la réduction de l'utilisation du bois pour l'énergie domestique. De fil en aiguille, les pressions sur nos ressources forestières seront réduites* », d'après toujours ses explications.

Economie et environnement. Toujours dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de son département, le ministre de l'Environnement et du développement durable, Baomiavotse Vahinala Raharinina a fait savoir que la non mise en corélation de l'économie et de l'environnement constitue une faille ne nous permettant pas de mieux conserver nos ressources naturelles. Rappelons qu'elle est d'ailleurs une experte en économie environnementale. En effet, « *l'approche de répression et de préservation au niveau des aires protégées n'est plus suffisante. Il faut des mesures d'accompagnement et des mesures de sauvegarde sociale au profit de la population concernée. C'est le cas, entre autres, des migrants victimes du changement climatique dans le Sud, qui se déplacent dans la partie nord de la Grande  le en vue de pénétrer dans les aires protégées pour des travaux d'exploitation agricole. Ce scénario pourrait se répéter dans d'autres régions comme l'Atsimo Andrefana sans la mise en œuvre d'une politique intersectorielle gouvernementale permettant d'aider les gens à l'adaptation climatique* », a-t-elle enchaîné. Par ailleurs, la ministre de tutelle a évoqué l'implication du secteur privé dans la promotion de l'économie verte à travers la mise en œuvre des RSE (Responsabilités Sociétales d'Entreprise).

Navalona R.